

Déclarations des responsables Unsa-Education, Sgen-CFDT, Unef, UNL dans la manifestation à Paris

mercredi 21 novembre 2007, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2007).

PARIS, 20 nov 2007 (AFP) - Voici les déclarations des responsables de l'Unsa-Education, du Sgen-CFDT (enseignants), de l'Unef (étudiants) et de l'UNL (lycéens) présents mardi dans la manifestation parisienne à l'appel de huit fédérations de fonctionnaires et de cinq fédérations de l'Enseignement :

Patrick Gontier, secrétaire général de l'Unsa-Education : « c'est un taux de mobilisation rarement atteint, c'est très important parce qu'il y a quelques semaines on hésitait à appeler à la grève, il y avait des réticences, des réserves qui aujourd'hui sont levées ».

« C'est un mouvement de l'ensemble de la fonction publique, les collègues sont sensibles aux actions communes, les enseignants avaient des réserves à aller vers des actions sur les salaires car ils ont la sécurité de l'emploi ». Ces « scrupules (...) ont disparu face aux suppressions massives de postes. »

Thierry Cadart, secrétaire général du Sgen-CFDT : "Le gouvernement aurait tout intérêt à nous entendre« au lieu de s'en tenir au »mépris", au « rejet ressenti par les collègues ». "On a bien fait d'insister sur deux mots d'ordre constitutifs de la mobilisation : le pouvoir d'achat et les suppressions de postes", qui sont "révélateurs du regard porté sur la fonction publique en général, sur l'Education nationale en particulier. Les collègues attendent des signes forts" de la part du gouvernement.

Bruno Julliard, président de l'Unef : "Les étudiants sont là en solidarité avec l'ensemble des secteurs de la fonction publique. A chaque fois qu'il y a une réduction du nombre de postes à l'Education nationale, ce sont les étudiants qui ne trouvent pas d'emploi. Les étudiants souhaitent s'associer aux fonctionnaires pour porter ensemble une parole de défense de la fonction publique".

S'agissant de la loi sur l'autonomie des universités, il s'est dit « estomaqué par le refus catégorique de Valérie Pécresse de négocier ». "Notre principale demande, ce sont des négociations. Soit Valérie Pécresse n'a pas la permission d'engager ces négociations (...), soit elle joue avec le feu, ce qui est dangereux« . »Il faut sortir de l'image de Valérie Pécresse d'une reine-mère qui refuse de descendre de son piédestal (...) Ils (au ministère de l'Enseignement supérieur, ndlr) naviguent complètement à vue, ils ne savent pas comment s'en sortir.« »Jusqu'à présent, l'Unef avait une position dans la mobilisation parmi les plus modérés, et tant sur les mots d'ordre que sur les modes

d'action, nous ne conserverons pas cette attitude constructive sans l'engagement concret de négociations".

Floréale Mangin, présidente de l'UNL : "C'est la première manifestation, ce n'est qu'un début de mobilisation chez les lycéens qui sont en soutien à la fonction publique sur les suppressions de poste. Les lycéens veulent aussi faire entendre leur voix sur la question de l'autonomie des universités. Nous sommes un syndicat constructif, on n'appelle pas à l'abrogation totale, on veut apporter des améliorations à la loi".

Après qu'un rendez-vous chez Valérie Pécresse, initialement prévu mercredi, eut été annulé, elle a ajouté : "Je ne comprends pas la stratégie du ministère, ça risque de radicaliser le mouvement, la mobilisation va continuer, ce n'est pas parce que l'on nous ferme la porte que ça va s'arrêter".